

Un art de son temps

Synthèse proposée par Fred Kahn*

Le contexte

Depuis la création de la Fédération, il y a 13 ans, les arts de la rue ont acquis une indéniable visibilité et crédibilité dans la société. Ils constituent aujourd'hui un secteur professionnel à part entière qui a développé des compétences spécifiques et des savoir-faire tant au niveau des équipes artistiques que de son réseau de création et de diffusion. Si ce développement et cette structuration ont été spectaculaires, le processus de reconnaissance artistique et culturelle de ce nouveau secteur est loin d'être achevé, comme en témoigne la faiblesse relative de ses financements publics. Ainsi, les arts de la rue ne représentent encore que 1,6 % du budget que le Ministère de la Culture consacre au spectacle vivant. Un exemple, parmi tant d'autres, qui prouve que la marge de progression est importante.

Ce forum d'automne avait pour objectif de construire un discours collectif, de bâtir un socle de convictions communes afin d'aborder au mieux les transformations qui se profilent dans les années à venir. Pour impulser ce mouvement de pensée, la Fédération a décidé de transformer ce qui aurait pu être une simple assemblée générale en un chantier de réflexion, une « Université buissonnière ». Ces deux journées d'échanges et de débats étaient bien sûr destinées aux adhérents, mais elles étaient plus largement ouvertes à tous ceux qui se sentent concernés par la place de l'art dans la Cité. Alternant séances plénières et travail en atelier autour de trois grandes thématiques (les esthétiques, le politique, l'économie), ce forum a réuni quatre-vingt personnes, dans une ambiance studieuse et joyeuse, pour dégager des lignes politiques et des propositions qui, tout en étant concrètes et pragmatiques, participent d'une profonde et nécessaire transformation de la société.

Pour garder une trace de ces échanges et de ces réflexions, la Fédération et HorsLesMurs ont fait appel à un « regard extérieur » chargé de produire une synthèse des débats. Ce texte, rédigé avec une approche journalistique, reprend les principales questions, propositions et prises de position qui ont été exposées pendant le Forum. Alimenté par les nombreuses paroles des professionnels qui se sont exprimés pendant deux jours, ce document doit être considéré comme une contribution au nécessaire travail d'analyse des enjeux et des spécificités de ce champ artistique.

Une fabrique du commun

La pluralité des expressions artistiques qui s'expriment dans l'espace public est souvent cause de nombreux malentendus. La dimension éminemment populaire de ces pratiques suscite parfois la méfiance de la part de certaines « élites ». Alors même que l'avènement d'une véritable démocratie culturelle n'a jamais paru aussi urgent, les clivages artificiels entre les arts « savants », soit-disant légitimes et ceux qui resteraient illégitimes, car pas assez « nobles » restent extrêmement prégnants dans les politiques culturelles françaises. De toute évidence, les arts de la rue rendent ces frontières inopérantes.

Nous sommes bien face à un champ artistique à part entière, sans doute plus indisciplinaire que pluridisciplinaire, qui a su créer ses propres formes de représentation et développer des modes de relation aux publics singuliers. Il s'adresse, avec des propositions originales et innovantes, à des populations variées, parfois éloignées des pratiques culturelles. Il crée des mythologies, des récits, des dramaturgies, des scénographies, des chorégraphies... à l'échelle d'une ville, d'un quartier, d'une rue, d'un immeuble...

L'artiste dans l'espace public ne peut pas opérer dans une sphère déconnectée des autres champs de la société. Au contraire, par son acte singulier, mais donné en partage à tous, il participe à cette « fabrique du commun » sur laquelle repose la Démocratie. Les arts de la rue dérangent parce qu'ils

sont en prise directe avec le réel, qu'ils se cognent à lui. Ce miroir, ce reflet, peuvent nous déplacer, nous enchanter, mais n'ont pas vocation à être mensongers ou distrayants. Ils révèlent des états de faits et d'êtres qui autrement nous seraient inaccessibles. Ces agencements artistiques n'adviennent pas par miracle. Ils se construisent certes symboliquement, mais aussi très concrètement à travers des processus de production qui vont leur permettre de rencontrer un territoire et une population.

L'inscription dans un espace de vie quotidien s'accompagne nécessairement d'un positionnement politique et procède toujours d'une économie spécifique. Selon que l'on jouera devant des clients ou des citoyens, que l'on convoquera un public, ou que l'on interviendra à l'improviste face à des gens, que l'on fera payer chaque place ou pratiquera la gratuité, que le spectacle aura bénéficié de moyens de résidence ou non, sera coproduit ou en autofinancement, accueilli à la recette ou acheté... les relations esthétiques, économiques, politiques et sociales seront, à chaque fois, différentes.

Aux multiples esthétiques...

Prétendre identifier ou définir une esthétique commune à l'ensemble des arts de la rue reviendrait à complètement désactiver la puissance créatrice, la capacité à surprendre, à susciter de l'inouï. En la matière, le consensus ne peut advenir que par le refus de la tentation du consensuel. Un « glossaire ludique » nous a d'ailleurs rappelé que, pour être opérante, toute tentative de définition doit forcément intégrer les contraires.

Face à la difficulté de porter un jugement sur les esthétiques (surtout pour les artistes eux-mêmes), il est apparu plus judicieux de parler de tendances artistiques. La beauté n'existe pas dans l'absolu, elle renvoie toujours à des postures et des constructions idéologiques, à des normes qui évoluent en fonction des contextes et des époques. L'art, en déplaçant les cadres, vient justement souligner à quel point cette quête pourtant essentielle du beau doit être constamment remise en jeu, en toute lucidité.

Les nouvelles esthétiques inventées par les arts de la rue sont intimement liées à l'espace de représentation, à l'intention politique qui les porte et à l'approche originale des publics. Comment prétendre créer dans la rue, un espace non dédié, sans interroger la finalité de l'acte de création et les conditions qui permettent son avènement ? Le déplacement des codes et des paradigmes s'inscrit alors forcément dans une visée démocratique : que l'art puisse surgir là où on l'attend le moins, là où il nous saisit le plus. Dans une société de plus en plus réglementée, contrainte et prévisible, de nombreuses expériences agissent sur des « non public », dans des « non lieux » au cours de « non événements ». Ces déplacements du regard et des places qui nous sont assignées nous incitent à imaginer d'autres modes de régulation et de relations politiques et sociales.

Bien que diverses dans leurs démarches ou leurs esthétiques, ces pratiques occupent en tout cas une place de choix dans la création contemporaine et participent activement au renouvellement de l'acte de représentation.

Et au croisement des enjeux de société.

Le travail engagé durant ces deux jours s'est efforcé de poser des valeurs communes dont les principes ont été validés par des pratiques de terrain. Et ce à partir d'expériences très diverses émanant à la fois d'artistes et d'opérateurs, de compagnies, de CNARs, ou de festivals. Le champ couvert est très vaste. Les arts de la rue interviennent autant dans les centres villes que dans les périphéries, dans les métropoles que dans les villages et les zones rurales, dans des sites prestigieux, d'usage commun, ou même stigmatisés... Les interlocuteurs sont tout aussi nombreux. Les collectivités territoriales sont directement ou indirectement des coproducteurs de premier rang. Des institutions, des associations intervenant dans le cadre de délégations de service public, lancent également très souvent des appels d'offre, passent des commandes artistiques ou culturelles. Les arts de la rue dialoguent avec le patrimoine des villes, souvent pour le sublimer et viennent parfois éclairer des démarches éducatives, sociales, sanitaires, civiques, citoyennes... Quant aux festivals, ils apportent une identité forte et singulière avec des retombées en terme de visibilité et de ressources économiques parfois considérables. Et grâce à la structuration du secteur, les CNARs sont désormais considérés comme des acteurs à part entière de l'aménagement culturel du territoire et ce jusque dans les espaces les plus délaissés. En prenant la ville comme espace de jeu, ces arts croisent

également l'ensemble des enjeux urbains, questionnent toutes les conditions qui rendent possibles ou freinent le vivre ensemble. Et cet inventaire à la Prévert serait incomplet sans évoquer les connexions évidentes avec les réflexions portant sur le développement durable et les conditions d'avènement de villes plus désirables.

Cependant, toutes ces résonances sociétales, aussi importantes soient-elles, n'apparaissent que comme des incidences de la proposition artistique. Elles ne la prédéterminent pas. La fonction de l'art est fondamentalement tautologique : l'acte de création n'a pas d'autre finalité que lui-même. Et c'est uniquement à cette condition qu'il nous permet de prendre prise sur le monde et de faire lien avec les autres.

Il ne s'agit pas pour autant de poser un regard idyllique sur cette profession. Elle est traversée par des tensions et des contradictions importantes. Les risques d'instrumentalisation sont bien réels. Nous savons tous que les nobles causes ne garantissent pas la pertinence artistique. Ne demandons pas aux artistes de jouer les pompiers ou les réparateurs sociaux. Quant à la dimension festive et populaire, elle peut servir d'alibi à des entreprises de pur divertissement. D'autant plus que le contexte de crise et la diminution des financements publics placent de nombreuses structures en situation de survie. Pour générer à tout prix de l'économie, elles peuvent alors être tentées de sacrifier la rigueur artistique. L'enjeu est bien à la fois esthétique, politique et économique. Car l'émotion collective est incompatible avec une marchandisation prospérant sur l'individualisme.

Co-construire les politiques culturelles

La Fédération a vocation à être le porte voix d'un discours construit par ses adhérents. Cette parole sera d'autant plus audible et crédible que ces derniers seront nombreux et mobilisés. L'artiste ne peut pas revendiquer un statut dans la société sans entrer en négociation avec le pouvoir politique. Les interventions témoignent de cette maturité d'esprit. Tous sont conscients de la mutation que traversent les politiques publiques. Les marges de manœuvre se réduisent chaque fois un peu plus et même s'il est plus que légitime d'attendre de nos dirigeants une véritable vision culturelle pour demain, il est probable que cette ambition, pourtant indispensable, s'accompagne de moyens financiers significatifs.

Dans un tel contexte, la Fédération entend être force de proposition et, pour ce faire, elle veut engager un dialogue productif et prospectif avec l'ensemble des niveaux de décision. Elle revendique une co-construction des politiques publiques (nationales, régionales, locales) pour une nouvelle approche de la culture sur les territoires et en direction des habitants/citoyens.

A condition bien sûr que le projet de société porté par les pouvoirs en place s'inscrive dans un horizon démocratique et que les notions de service public et d'intérêt général restent au cœur de ces politiques. Le souci d'une plus grande efficacité et rationalité de l'intervention publique ne doit pas aboutir à la destruction de ce lien collectif. La Fédération juge ainsi néfastes les réformes des institutions et des collectivités territoriales portées par l'Etat.

La Fédération s'inquiète également de la fragilisation constante du secteur associatif. La multiplication des appels d'offres participe à cette déstabilisation. Il est urgent de sensibiliser les élus aux spécificités de projets artistiques qui ne peuvent répondre aux seules lois de la concurrence. Une approche purement économique et/ou technique des dossiers les vide de leur substance. On devient alors simple prestataire et non plus partenaire des collectivités territoriales. Impossible dans ces conditions de défendre une mission d'intérêt général.

Enfin, pour défendre cette évolution des politiques publiques, la Fédération souhaite poursuivre et développer ses liens avec d'autres réseaux, culturels ou non, qui partagent les mêmes valeurs et une même vision de la société. Cette action transversale est essentielle pour renforcer l'impact politique des propositions sur la place de l'artiste dans la société et travailler à une alternative aux modèles institutionnels figés.

En France et en Europe...

Cette approche ne saurait se cantonner au territoire national. L'Europe est une réalité concrète pour de très nombreuses compagnies et opérateurs qui ont su tisser des collaborations internationales basées sur la confiance et la coopération. Ces échanges incessants participent à la construction d'une Europe plus solidaire. Pourtant, la place de la Culture dans la politique européenne reste marginale et ses financements sont menacés. De plus, l'Union Européenne apparaît comme un levier d'intervention difficile à mobiliser surtout pour les équipes dont la structuration administrative est fragile. Sur cette question, les collectivités territoriales ne pourraient-elles pas porter des projets européens en partenariat avec les acteurs de terrain, en s'appuyant sur leur expérience et leur savoir faire ?

La Fédération souhaite accentuer son action au niveau européen. Ce travail de rapprochement transnational passe par l'énonciation d'objectifs communs. Or, la notion même d'art de la rue ne renvoie pas aux mêmes réalités selon les pays. Les contextes historiques et politiques sont très différents. Il convient donc de poser des définitions partagées sur ces pratiques artistiques. Puis de peser collectivement dans les débats. Avec des échéances très proches : la commission européenne est en train de préparer le programme culture 2014-2020.

Promouvoir d'autres modèles économiques

Le secteur des arts de la rue n'ignore pas les questions économiques ni la nécessité de mesurer l'impact de son activité dans la société. Mais il convient de définir précisément les critères de cette « rentabilité » en intégrant toutes les externalités positives. Car envisager uniquement le bénéfice marchand revient à nier l'efficacité artistique qui, on le sait, n'a pas de prix. « L'art n'est pas un produit, mais une œuvre de l'esprit ». Les externalités positives, c'est-à-dire les richesses que les arts de la rue créent en « apparaissant » sur un territoire, ne sont bien évidemment pas que monétaires. Comment, outre les retombées économiques, quantifier et qualifier les plus values symboliques ? Le bien-être ? La profondeur d'un lien ? D'une relation ?

La Fédération sera porteuse de ce chantier d'observation. Cette évaluation n'a pas vocation à ériger des hiérarchies quant à la rentabilité de ce secteur. Elle visera, au contraire, à renforcer la coopération économique et à lutter contre l'esprit de concurrence. « La solidarité interprofessionnelle et la mise en réseau sont deux atouts qui peuvent nous permettre d'avancer et de nous développer d'après nos propres modèles et nos propres valeurs ».

Dans le cadre de son action au sein de l'Ufisc (Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles), la Fédération défend un autre modèle de développement. Cette troisième voie ou « tiers secteur » se bâtit dans un savant équilibre entre les économies publiques, marchandes, sociales et solidaires. Il ne s'agit pas d'utopie, mais de pratiques. Tous les témoignages convergent : il existe une réelle solidarité entre les structures, les formes de mutualisation sont nombreuses et quotidiennement mises en œuvre par les associations. Quant à l'investissement à titre personnel ou à titre bénévole, il est pleinement revendiqué comme une ressource importante. Le secteur souhaite développer et valoriser ces nouveaux modèles économiques (économie de subsistance, hybridation des ressources, SCIC, AMAP...)

Dans la culture, comme dans l'éducation, la santé, la recherche, l'enseignement... l'économie est un moyen et non une fin en soi. Et il apparaît évident que dans nos sociétés de surabondance, les moyens ne manquent pas vraiment. Mais quelles sont les priorités ? Les effets de l'action artistique ne débordent-ils pas largement le seul champ culturel ? Il serait donc légitime que les autres secteurs d'activité abondent plus systématiquement à son financement. La pensée sensible devrait être au cœur de politiques trans-sectorielles qui seraient ainsi mieux armées pour répondre aux défis du XXIe siècle.

Beaucoup de propositions visent à renforcer la solidarité inter-professionnelle, notamment en multipliant la mutualisation sous toutes ses formes, monétaires ou non. Par exemple, la création d'un fonds de soutien à l'émergence et d'un fonds d'avance de trésorerie. Une démarche de réflexion est en cours pour déterminer le cadre et les conditions de mise en place de ces fonds. Cette mutualisation ne doit pas être de circonstance ou subie, mais répondre à un véritable mouvement

collectif. Elle transcende la seule logique marchande pour viser à la responsabilisation et à l'autonomie de chacun des membres de la communauté.

Mieux se connaître et se faire connaître...

La Fédération s'engage également à jouer un rôle de veille, à favoriser l'échange d'expérience et d'expertise. Elle entend développer l'observation participative et partagée, favoriser le partage de compétences, mettre en réseau les expertises territoriales... Autant de pratiques utiles pour dialoguer avec les autres acteurs de la société. Autant d'arguments pour sensibiliser des élus et des services à des formes d'art qu'ils ne connaissent pas toujours et vis-à-vis desquelles ils peuvent avoir des a priori négatifs. La mise en réseau participera également d'une plus grande visibilité publique et ce en lien avec des structures qui, comme HorsLesMurs, sont en capacité de produire de l'information et à mettre « en récit » la singularité et la multiplicité des arts de la rue. La Fédération fera aussi plus fortement entendre la voix de ses adhérents.

L'action de veille, d'information et de mutualisation, le recensement des projets et leur mise en réseau doivent participer à une meilleure connaissance de ce que sont les arts de la rue aujourd'hui et de ce qu'ils défendent collectivement. A terme, la plateforme de réflexion et d'action mise en place par la Fédération entend converger non seulement vers les autres champs artistiques, mais également vers tous ceux qui, dans la société civile, partagent les mêmes valeurs et principes démocratiques. Encore une fois, la démarche ne saurait être exclusive et catégorielle. Elle répond à un véritable projet d'intérêt collectif.

Le Forum d'Automne - 1ère université buissonnière des arts de la rue - a été organisé par la Fédération nationale des arts de la rue les 1er et 2 décembre 2010 à La Paperie (Angers), en partenariat avec HorsLesMurs.

* Journaliste et médiateur